

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21412 - 79ÈME ANNÉE

Sauvez la presse quotidienne

Il faut sauver « le Quotidien » et le « JIR ». On fait l'impasse sur « Témoignages » dont l'édition papier a disparu en 2013. C'est le plus ancien titre de presse de La Réunion, créé en 1944, par le Dr Raymond Vergès. Voici le lien en version numérique : « temoignages.re ».

Ironie de l'histoire, l'événement se produit au moment où l'Etat, la Région, le Département et l'AMDR (Association des Maires de La Réunion) signent un accord pour la reconnaissance du créole dans les politiques publiques. C'est une immense victoire de tous les résistants à l'uniformité culturelle. Sur l'instant, ne boudons pas notre plaisir, mais il n'est pas interdit d'avoir une pensée pour tous les acteurs disparus. Nous leur devons beaucoup : la liste est longue.

« Témoignages » fait partie des résistants. A travers des articles et des chroniques, c'est un témoin privilégié d'une longue évolution pour la reconnaissance du fait réunionnais. A ce titre, c'est un patrimoine linguistique et une chronique politique de 3 quarts de siècle. Il compte plus de 10 000 textes en créole ; ce qui constitue un matériau de base susceptible d'intéresser beaucoup d'acteurs du développement durable réunionnais. Les textes numérisés remontent au 1er janvier 1974. L'archivage papier est de bonne tenue mais le support est devenu sensible avec le temps.

Voilà pourquoi, le mot d'ordre juste est : « sauver la presse écrite », vue comme richesse du patrimoine culturel et politique réunionnais. Aux secétaires de tout bord, rappelons que « Témoignages » a participé au sauvetage du « Quotidien » et a été imprimé sur la rotative du « JIR » durant une période. Le modèle économique de ces journaux ne tient plus face à un paysage de financement qui a trouvé ses limites. Les crises au « Quotidien » et au « JIR » interviennent après l'injection massive d'argent public. Ce qui n'est pas le cas de « Témoignages ».

La situation d'aujourd'hui avait été largement anticipée, il y a plus de 10 ans. Des discussions

étaient très avancées avec l'imprimeur du Port, Chane Pane, pour éditer les 3 titres de presse existant. Le projet a capoté alors que l'investissement dans une nouvelle rotative était déjà lancé. Apparemment très sollicité, l'imprimeur développe ses propositions de reprise dans Zinfo974. S'adressant à des entrepreneurs capitalistes, le discours est clair. Le « JIR » et « le Quotidien » doivent revenir à l'équilibre et garder leur direction éditoriale. Il fera l'impression à un coût marginal. La baisse des dépenses devrait pouvoir satisfaire un lectorat qui mise sur la liberté d'expression et la pluralité des opinions. Il développera à son compte un journal en ligne, probablement pour défendre son développement.

Malgré tout, ce sont des entreprises médiatiques. Elles ne portent pas un projet politique, même si elles soutiennent des opinions. « Témoignages » est différent. Il lutte pour l'émancipation du peuple réunionnais et l'affirmation de son rôle décisionnaire. Voici quelques faits d'armes : la lutte pour la liberté d'expression et d'opinions, la fin de la fraude et la violence électorale, l'égalité sociale et le respect culturel, l'enseignement du créole, la coopération régionale, l'aménagement équilibré du territoire, etc. Un lectorat spécifique existe pour financer le renouveau de « Témoignages », « Journal de défenses des sans défenses ». Son tirage pourrait bénéficier de l'impression au coût marginal proposé par Chane Pane. Sur ce modèle, l'Etat, la Région, le Département et l'ADMR ne devraient plus financer les pertes des entreprises de presse mais s'unir pour financer l'expansion du créole dans la presse réunionnaise et donner la parole aux exclus de la société officielle.

Ary Yee-Chong-Tchi-Kan

Groupe Avenir-Région Réunion : « sauver le pluralisme des médias réunionnais »

A la Région, le Parti communiste réunionnais fait partie du groupe Avenir. Voici une tribune libre de ce groupe d'élus, au sujet de la situation au « Quotidien » et plus largement dans les médias réunionnais.

« Ces aides doivent concerner l'ensemble des médias en difficulté ou en développement, qui remplissent la même mission d'information, dans un souci de pluralisme car la question va au-delà de la presse écrite. Nous serons attentifs à l'examen des prochaines demandes. », indique Avenir.

Nous pensons que des médias de qualité et respectant le pluralisme sont indispensables à La Réunion pour produire du contenu et révéler des talents qui pourraient dépasser le seul public local.

Alors que les nuages sur l'avenir de la presse réunionnaise s'amoncellent avec la programmation pour le 13 décembre prochain de l'audience du Tribunal de commerce pour statuer sur l'avenir du journal « Le Quotidien de la Réunion », placé en liquidation judiciaire, le groupe Avenir de la Région Réunion réaffirme la nécessité d'une presse locale, pluraliste, ouverte et indépendante.

Le déplacement sur notre île de la Ministre de la Culture est l'occasion d'interroger le soutien de l'État à la presse et aux médias de façon générale.

Les Réunionnaises et les Réunionnais doivent pouvoir continuer à s'informer dans des organes de presse locaux réalisés sur place.

C'est une condition d'une véritable démocratie locale. C'est également une question très politique sur la nature de la démocratie et de la presse que nous défendons à La Réunion.

Nous proposons un débat sur l'avenir des médias

réunionnais.

Le groupe Avenir est attentif, au sein de la majorité régionale, à ce que tous les dispositifs disponibles puissent être mobilisés, y compris au moyen d'aides financières directes, pour sauvegarder l'existence d'une presse quotidienne pluraliste sur l'île de La Réunion.

Nous saluons une première décision ce matin en commission permanente de la Région Réunion pour permettre une éventuelle reprise du Quotidien dans les meilleures conditions possibles.

Ces aides doivent concerner l'ensemble des médias en difficulté ou en développement, qui remplissent la même mission d'information, dans un souci de pluralisme car la question va au-delà de la presse écrite. Nous serons attentifs à l'examen des prochaines demandes.

Nous pensons par exemple aux radios, aux petites radios associatives. En 1981, la libération de la parole a été un souffle et la radio est entrée dans le cœur des gens.

Il en est de même pour les télévisions locales. Nous pensons également à l'information en ligne et aux projets de médias numériques que nous devons aussi soutenir.

Enfin, nous défendons une presse spécialisée locale qui pourrait intervenir sur des sujets économiques, environnementaux et sociaux, importants pour l'avenir de notre île.

Nous pensons que des médias de qualité et respectant le pluralisme sont indispensables à La Réunion pour produire du contenu et révéler des talents qui pourraient dépasser le seul public local.

***Pour le Groupe Avenir — Région Réunion
Éricka Bareigts***

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

COP28 : mobiliser les fonds considérables du privé face à la crise climatique

Le président de la COP28, le Dr Sultan Al Jaber, s'est adressé hier aux dirigeants mondiaux lors du Sommet mondial d'action pour le climat (WCAS), où il a dévoilé le programme de financement de la COP28, le décrivant comme « une réflexion innovante... pour financer la nouvelle économie climatique ».

Dans son discours, le Dr Al Jaber a lancé la Déclaration COP28 des Émirats arabes unis sur un cadre mondial de financement climatique (la Déclaration) en réponse au bilan mondial, et pour maintenir la température de 1,5 °C à portée de main et pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

« Nous savons tous que le financement climatique n'est pas suffisamment disponible, accessible ou abordable. Cela a un impact sur les vies et les moyens de subsistance dans les pays du Sud », a déclaré le Dr Al Jaber. « La Déclaration est un cadre pour financer une nouvelle économie climatique. »

La Déclaration a été lancée dans le contexte d'un certain nombre d'étapes importantes dans l'agenda du financement climatique, notamment la reconstitution du Fonds vert pour le climat, la réalisation de la promesse vieille de dix ans de transférer 100 milliards de dollars aux économies émergentes touchées par l'aggravation du changement climatique, et un accord sur les pertes et dommages.

Comblent le fossé de confiance entre le Nord et le Sud

La Déclaration constitue un effort global et uni pour lutter contre le changement climatique et débloquent le financement climatique. La Déclaration vise à garantir que le financement climatique soit disponible, abordable et accessible. Le Dr Al Jaber a déclaré que la Déclaration se concentre sur : « Premièrement sur la reconstruction de la confiance, deuxièmement sur le recadrage des investissements climatiques en opportunités économiques et troisièmement sur l'augmentation du financement climatique. »

Le président de la COP28 a déclaré : « Aucune initiative à elle seule ne permettra de créer le système de financement climatique dont nous avons besoin. Ensemble, nous devons construire un écosystème holistique de solutions. »

La Déclaration contribuera à combler le fossé de confiance entre le Nord et le Sud et s'appuiera sur la dynamique créée par les initiatives existantes telles que l'Initiative de Bridgetown, l'Agenda Accra-Marrakech, le Pacte de Paris pour les personnes et la pla-

nète, le Nouveau G20. Déclaration des dirigeants de Delhi et Déclaration des dirigeants africains de Nairobi sur le changement climatique et appel à l'action.

Secteur privé : mobiliser 230 milliards de dollars d'ici 2030

Dans le cadre d'un certain nombre d'initiatives de grande envergure, les Émirats arabes unis ont créé ALTERRA, le plus grand véhicule privé pour le climat, et ont annoncé un engagement de 30 milliards de dollars dans ce véhicule dans le but de mobiliser 250 milliards de dollars d'investissements du secteur privé d'ici 2030. ALTERRA combinera des investissements privés et des capitaux publics pour canaliser des investissements à grande échelle vers des solutions climatiques à l'échelle mondiale, y compris dans les pays du Sud.

Les Émirats arabes unis ont également engagé 200 millions de dollars supplémentaires en droits de tirage spéciaux dans le Fonds fiduciaire du FMI pour la résilience et la durabilité afin de soutenir la résilience climatique dans les pays en développement. Cela fait suite à un engagement de 4,5 milliards de dollars pour des projets d'énergie propre en Afrique plus tôt dans l'année.

Centre mondial de financement climatique

Les Émirats arabes unis ont également lancé le Global Climate Finance Centre (GCFC), un groupe de réflexion axé sur le secteur privé qui sera un centre d'excellence en matière de financement climatique et le premier du genre dans la région. Il fournira des recherches et un renforcement des capacités pour catalyser des investissements à faible émission de carbone et à forte croissance dans la région et dans le monde.

Dr. Al Jaber a déclaré : « Le Centre mondial de financement climatique soutiendra la mise en œuvre de la Déclaration en conduisant des politiques financières adaptées et des projets en réserve pour débloquent des fonds à une échelle sans précédent. Le Centre mondial de financement climatique et la Déclaration défendront l'engagement des Émirats arabes unis à rendre le financement climatique plus disponible, accessible et abordable. »

Oté

Fèr antanssion la polussion la tèr ! Li kass lo kou bann méyèr z'intanssion !

Mézami, mi panss zot la fine oir roportaz dsi la polission radioaktiv : kissoi dann l'Ukraine, kissoi dan in vil i apèl Fukusshima, kissoi dann d'ote zandroi konm dan la Polynézi kan La Franss la parti fé pète bonb laba... Sa lé grav épi danzéré, mé la pa rienk sa néna polission.

Sirman sak i suiv in pé laktyalite i rapèl la polission par lo Cloredecone dann bannzil zantiye. La tèr laba lé anpoizoné pars néna in gouvèrnman la pran bann risk initil si tèlman ké zordi si wi vé planté shoizi bien l'androi pars lo salté lé la, dan la tèr é na poin arien pou tir ali.

Par l'fète, na dé-troi zour mwin la rogarde mon téléphone épi mwin la lir in méssaz téi di konmsa : dann 410 komine zalantour d'Paris l'ARS i konsèye demoune néna poulayé pa manze zèf zot volaye. La rézon ? La polission galman dann la kour bann z'anssien zizine.

Sak la fé zot pti poulayé, l'avé lintanssion d'bien fèr, konmsa volaye téi manz bann réstan léguime épi manzé é anpliss zot i ponn — Bénéfiss pu toute demoune konm zot i pé kalkilé ? Zordi in bonpé d'moune i koné pi kossa i fo fèr pars lo zèf lé polyé, lo vyann i doi pa z'ète manzé é demoune i rogarde zot poul avèk in l'anvi mèrtriyèr dann zyé.

Mé antansion sa i ariv pa solman lé zot. Sa i pé ariv issi ossi pars dopi dé zané é dé zané ni manyé san prékossion bann glifozate, bann zinsèktisside, langré shimike toute kalité san bien konète lo danzé ni kour.. .San bien konète mé ni pé kante mèm sipozé é si sak ni sipoze lé vré. Alor la nou lé bien annuiyé.

E noute lotonomi alimantèr lé an danzé-mé toute lé pa pèrdan ladan. Sirman nou rényoné, nou sar pèrdan, mé bann zinportatèr é bann grann sirfass néo-kolonyal sar pa pèrdan.

A bon antandèr, salu !

Justin